

2 Politique

Célébration de la Journée internationale de la Paix hier

Pour l'implication des femmes dans la préservation des tensions sociales

R.H.A

Libreville/Gabon

SOUS le thème "Ensemble pour la paix : respect, dignité et sécurité pour tous", le Gabon, à l'instar des autres pays, a célébré, hier, la Journée de la Paix. Le palais Omar Bongo du Sénat a prêté son cadre à cette manifestation marquée essentiellement par une série de communications.

On y a noté la présence de la présidente de l'institution hôte Lucie Milebou Aubusson Mbousso, de la ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de la Décennie de la Femme, de l'Égalité des chances et de l'Investissement humain, Clotilde Chantal Boumba Louey, et

de son collègue de la Communication Chantal Akouosso. Ainsi que celle du Représentant coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Gabon, Boureima Sambo, et des représentantes d'associations et Organisations non gouvernementales (ONGs).

Occasion pour Clotilde Chantal Boumba Louey de rappeler l'importance de ce rassemblement et montré les avancées du Gabon sur le renforcement de la place de la femme dans les sphères de décision au Gabon. L'instauration de la décennie de la femme, l'adoption de la loi fixant les quotas d'accès des femmes et des jeunes aux élections et aux emplois supérieurs de l'État, etc., en



Photo : Gaston Ngoubilli

Tous les participants autour de la présidente du Sénat à l'issue de la cérémonie.

sont des illustrations. "D'autres actions, a-t-elle ajouté, sont en effet prévues dans le cadre de la décennie en cours avec pour ambition de conforter davantage le rôle et la place de la femme, dans la prévention des tensions sociales et la construction de la paix..."

Pour sa part, Boureima Sambo a rappelé la profondeur de ce thème qui a été choisi pour mettre à l'honneur la campagne "Ensemble", une initiative mondiale des Nations Unies "qui favorise le respect, la sécurité et la dignité pour toute personne forcée

par les circonstances à fuir son domicile à la recherche d'une vie meilleure". Le diplomate onusien a également fait savoir que cette édition "met en évidence l'engagement et la mobilisation d'individus issus des quatre coins du monde en faveur des réfugiés et des

migrants afin de mettre en lumière les bénéfices mutuels de la migration ; mais aussi d'aborder les craintes et les questions qui surgissent au sein des communautés d'accueil".

L'orateur a également marqué un arrêt sur l'implication des femmes dans la préservation de cet idéal qu'est la paix. Pour l'institution internationale qu'il représente, "la mobilisation des femmes en faveur de la paix est une opportunité d'engager un processus national de mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'Onu) demandant aux États membres de faire en sorte que les femmes soient davantage représentées à tous les niveaux de prise de décision dans les institutions et mé-

Parlement

Et voici l'AIPP !

SM

Libreville/Gabon

Il s'agit de l'Association internationale des parlementaires pour la paix (AIPP). Ce réseau national a lancé ses activités, hier au siège de l'Assemblée nationale. La structure regroupe députés et sénateurs gabonais, avec pour mission de promouvoir la paix au Gabon.



Photo : Eric Laphéa

Les officiels lors du lancement des activités du réseau national de l'AIPP.

LES membres du Parlement gabonais ont mis en place, hier au palais Léon Mba, une structure dénommée le Réseau national de l'Association internationale des parlementaires pour la paix (AIPP-Gabon). C'était à la faveur d'une cérémonie qui a été présidée par le 5e vice-président de l'Assemblée nationale, Paul

Mba Abessole. Les représentants des institutions constitutionnelles de notre pays et du secrétaire général Afrique de la Fédération universelle pour la paix, Adama Doumbia, y ont pris part. Cette nouvelle structure présidée par l'honorable Jean-Claude Simepoungou, est l'aboutissement d'une longue démarche et des né-

gociations entreprises par les parlementaires gabonais, depuis plusieurs mois. Elle s'inscrit, comme l'a si bien précisé le 5e vice-président de l'Assemblée nationale, dans le cadre de l'engagement de notre Parlement pour les causes communes. Avec pour rôle, promouvoir le dialogue au niveau national. Ainsi, pour affirmer le rôle

des parlementaires, "en tant que leaders et défenseurs du vivre-ensemble", plusieurs élus ont été "élevés" au rang d'ambassadeurs pour la paix. À l'instar des députés Faustin Boukoumbi, Idriss Ngari, Alexis Boutamba, Albertine Maganga Moussavou, Angélique Ngoma... Il est à souligner que l'Association internationale

des parlementaires pour la paix est une organisation mise en place en 2016, grâce à la Fédération pour la Paix universelle (FPU), en vue de promouvoir le dialogue entre parlementaires du monde, au-delà des clivages politiques, culturels et religieux. Il s'agit donc d'une jeune organisation au sein de laquelle ce réseau, composé essentiel-

lement des parlementaires gabonais, va constituer l'un des premiers du genre en Afrique francophone. Il faut également noter que le lancement des activités de cette structure est totalement en phase avec la communauté internationale qui célébrait également, hier, la Journée internationale de la Paix (lire ci-dessus).



Photo : Eric Laphéa

Les parlementaires élevés au rang d'ambassadeurs de la paix.

Clôture de la deuxième session ordinaire du Conseil économique et social

Des recommandations pour appliquer le "PRE"

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

Les conseillers ont, au terme de leurs travaux, suggéré au gouvernement de poursuivre la mise en place d'un certain nombre de mesures. Entre autres, prioriser le remboursement de la dette intérieure, afin de préserver les emplois.

LA deuxième session ordinaire du Conseil économique et social (CES) s'est achevée hier au siège de l'institution. En clôturant les travaux en lieu et place du numéro un de l'institution, le vice-président Raphaël Sadibi Bouka est revenu sur les thématiques qui ont conduit les conseillers à formuler des recommandations. Il s'agissait

notamment de : "la crise économique et le pouvoir d'achat des ménages", "le Plan de relance de l'économie (PRE)" et "l'impact économique et social de la pollution au Gabon".

Par rapport à ces problématiques, le CES a recommandé au gouvernement de poursuivre la mise en place des mesures visant à "améliorer la position budgétaire pour la rendre durablement soutenable, ramener le déficit budgétaire à un niveau inférieur à 3% du PIB dans les trois prochaines années, intensifier la politique de diversification de l'économie, prioriser le remboursement de la dette afin de préserver les emplois".

Toutefois, s'agissant du "PRE", le CES s'est interrogé sur l'efficacité dudit



Photo : SM

Raphaël Sadibi Bouka, clôturant la 2e session ordinaire.

plan dont, "les missions et actions spécifiques ne sont pas prises en compte dans la loi de Finances rectificative 2017". A ce titre, l'institution présidée par René Ndemzo'o Obiang estime que le Premier ministre Issoze Ngondet et les siens "gagneraient à exécuter le PRE dans sa globalité avec la prise en compte des programmes trois, quatre et



Photo : SNN

Les conseillers du CES lors de l'exécution de l'hymne national à l'ouverture des travaux.

cinq, respectivement axés sur le renforcement de la compétitivité des filières, l'amélioration du cadre des affaires et celle des services dus aux citoyens".

De même, sur la thématique relative à "la crise économique et le pouvoir d'achat des ménages", le CES a également formulé un certain nombre de recommandations. Notamment, veiller à

la stricte application de cette mesure, accélérer le remboursement de la dette, en particulier les instances au trésor et les arriérés de TVA afin de renforcer la trésorerie des entreprises et relancer effectivement l'investissement privé. Enfin, promouvoir l'exploitation et la transformation des produits agricoles de base. En outre, sur la question de

l'impact économique et social de la pollution au Gabon, les conseillers se sont réjouis des réformes faites par le gouvernement en matière de préservation et de protection de l'environnement. Ceci, comme l'a indiqué le vice-président, "à travers la prise des textes et la définition des normes techniques visant à réduire les répercussions néfastes de l'activité humaine sur l'environnement".

Par ailleurs, au regard de la situation économique actuelle et des défis à relever, Raphaël Sadibi Bouka a tenu à encourager l'Exécutif dans l'application des réformes. Non sans espérer que celles-ci "ouvrent la voie à une amélioration de la situation économique et sociale que le CES appelle de tous ses vœux".